



HAL
open science

Minimum vital, pauvreté, inégalités

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Minimum vital, pauvreté, inégalités. Besoins et planification, Université des Sciences Sociales de Grenoble, 1979. hal-03042609

HAL Id: hal-03042609

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03042609>

Submitted on 7 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Minimum vital, pauvreté, inégalités

Jacques Fontanel

In Besoins et Planification
Université des Sciences Sociales de Grenoble,
Document de recherche

Grenoble, 1979

Résumé : La notion de minimum vital met en évidence l'ensemble des conditions de survie d'un homme, notamment en matière de consommation. Sa définition varie dans le temps et dans l'espace. La définition d'un revenu minimal dans certains pays permet d'avoir une première mesure du minimum vital en un lieu précis, même s'il faut toujours un peu plus qu'il est nécessaire pour survivre. La pauvreté souligne aussi non seulement les flux nécessaires pour survivre à un temps et période donnée, il doit prendre aussi en compte le patrimoine disponible. Enfin, les inégalités sociales prennent en compte non seulement les revenus réguliers des ménages, mais aussi leur fortune. Elles ont tendance à s'accroître, après une période d'après-guerre qui avait été plutôt vers un mode plus égalitaire de la distribution des biens et services.

The notion of a subsistence minimum highlights all the conditions for a man's survival, particularly in terms of consumption. Its definition varies in time and space. The definition of a minimum income in some countries makes it possible to have a first measure of the subsistence minimum in a specific place, even if it always takes a little more than is necessary to survive. Poverty also highlights not only the flows needed to survive a given time and period, it must also take into account the assets available. Finally, social inequality takes into account not only the regular income of households, but also their wealth. They tend to increase, after a post-war period that had been rather towards a more egalitarian mode of distribution of goods and services.

Minimum vital, pauvreté, inégalités sociales
Subsistence minimum, poverty, social inequalities

A - Le minimum vital

"Ah, ne discutez pas besoin ! le dernier des mendiants a encore un rien de superflu dans la plus misérable chose. Réduisez la nature aux besoins de nature et l'homme est une bête ; sa vie ne vaut pas plus. Comprends-tu qu'il nous faut un rien de trop pour être ?"(206). Les êtres s'organisent en fonction de leur survie et cherchent des raisons, un sens à leur vie. Les économies occidentales ne se préoccupent que de la valeur "d'avoir" et négligent la valeur "d'être". Il est clair que dans cette perspective, le minimum vital se limite à une simple conception physiologique, qui pour être constamment expulsée de l'analyse des économistes, n'en revêt pas moins une importance capitale pour la majorité des hommes. Pour Nietzsche, le vivant veut avant tout dépenser sa force, et l'instinct de conservation n'est qu'un élément de la lutte pour l'existence, la recherche de la puissance, du mieux, du plus. Cette loi différencielle justifie largement le système capitaliste, axé fondamentalement sur l'intérêt individuel et la différenciation, et personne ne jurerait qu'une telle situation ne puisse pas non plus s'appliquer aux économies socialistes, par l'existence du Code du pouvoir. De telles conceptions nous semblent devoir être rejetées, à moins de n'accorder à l'homme que les attributs des animaux, à savoir la survie qui implique bien souvent la puissance.

L'homme est homme parce qu'il peut, par son intelligence et par son travail, faire et se faire. Il est clair qu'une société axée exclusivement sur la différenciation ne peut conduire les hommes qu'aux impasses du "standard package". Il ne faut pas accepter cette réification de l'homme. Il faut considérer l'être de l'individu, être unique et être social, dans toute sa complexité, ce qui évidemment ne facilite pas son analyse.(206 Bis)

La détermination du minimum vital ou d'un salaire minimum vital est difficile. Il est certes possible de calculer de manière approximative le nombre de calories et la quantité de protéides permettant à un travailleur de reconstituer sa force de travail, mais il est beaucoup plus difficile de déterminer le salaire adéquat, compte tenu des conditions de la production

(206) Le Roi Lear - Shakespeare.

(206 bis) Le problème du minimum vital et de sa mesure avait déjà été abordé par Smith dans "La Richesse des Nations" Cf

FONTANFI J : "Le travail chez Adam Smith" Ronéoté.1976.p.41 et s.

capitaliste, basée sur le profit et non sur la satisfaction du besoin des hommes. "Les jugements de valeur et les conflits d'intérêts interviennent directement, dans une mesure qu'il est souvent difficile de préciser. Comme les objets de ces observations et de ces estimations varient en fonction des transformations techniques et sociales, il n'est pas étonnant que les discussions qui ont lieu à ce sujet soulèvent de violentes passions et déclenchent beaucoup de conflits"(207). Il ne faut pas pour autant esquiver le problème. Nombreux sont les économistes qui récusent à l'heure actuelle les réflexions en termes de minimum vital; il est vrai que les notions de salaire minimum, et de détermination sociale des besoins et le rôle particulier conféré aux objets, rendent bien difficile le calcul même grossier de l'intensité de la satisfaction des besoins suffisante pour maintenir l'individu en vie et pour ne pas entamer son potentiel intellectuel et physique. Il n'empêche qu'au simple niveau physiologique, il n'est pas sérieux d'avancer que ce minimum n'existe pas, à moins de supposer que la famine qui règne sur une partie de notre globe ne nous concerne pas. La malnutrition et la sous-nutrition sont des phénomènes connus et il est possible au moins de mesurer la potentialité d'une économie à satisfaire ces besoins physiologiques. Le Tableau n° 1 établi par l'Organisation des Nations Unies montre clairement les faiblesses globales de certaines économies sous-développées en matière de production alimentaire. Certes, le Tableau est criticable à un triple titre : d'abord, il retient "l'apport calorique moyen" qui efface les disparités, ensuite il omet de signaler les déséquilibres de la consommation (phénomène de la malnutrition) et enfin il se base sur un objectif de 2200 calories par personne et par jour, sans tenir compte des différences de climat, de conditions de vie et de mode de vie. Cependant, il indique clairement les problèmes alimentaires de certaines populations. Les spécialistes des pays sous-développés affirment que la consommation moyenne de produits de l'élevage constitue une source de calories trois fois moins importante que dans les pays développés, que moins de 60 pour cent de la moyenne des disponibilités protéiques nécessaires par tête est consommée par les habitants du Tiers-Monde, que la consommation de lipides est notoirement

(207) CHOMBART de LAUWE P.H : "La culture..." p.173.

Tableau 1

Pays en voie de développement : apport calorique par habitant de 1969 à 1971 et production alimentaire par habitant de 1971 à 1973

Pays ^{a/}	Apport calorique moyen de 1969 à 1971 (en pourcentage des besoins)	Indice de la production alimentaire par habitant (1970 = 100)			Population en 1972 (en millions)	Indice des prix des denrées alimentaires à la consommation en 1973 (1970 = 100) %
		1971	1972	1973		
Paraguay	119	99	96	94	2,4	147
Cuba	117	78	66	72	8,8	...
Costa Rica	116	105	108	110	1,8	128
Argentine	115	93	91	94	24,4	359
Thaïlande	115	102	88	101	38,6	123
Panama	112	105	102	100	1,5	118
Zambie	112	99	104	89	4,6	125
Madagascar	111	97	96	94	7,3	120
Mexique	111	102	101	101	53,7	129
Rhodésie du Sud	111	114	121	95	5,7	110
Brazil	110	105	106	108	100,8	165
Malaisie (occidentale)	110	106	108	115	9,2	121
Chili	109	97	92	78	10,1	270
République khmère	109	76	59	41	7,5	715
République arabe libyenne	109	86	129	101	2,1	74
Nicaragua	109	103	99	99	21,0	...
Uruguay	108	88	86	89	3,0	490
République de Corée	107	98	96	98	32,0	138
République arabe syrienne	107	110	170	104	6,7	127
République du Viet-Nam	107	105	104	105	18,6	216
Guyane	105	105	86	85	0,7	124
Côte d'Ivoire	105	108	104	101	4,5	114
Jamaïque	105	102	98	96	1,9	140
République-Unie du Cameroun	104	104	102	99	6,1	...
Gambie	104	105	96	108	0,5	...
Maurice	104	106	113	118	0,9	123
Birmanie	102	99	92	96	29,1	...
Congo	102	97	88	86	1,0	121
Kenya	102	99	101	99	12,0	118
Ghana	101	105	98	95	9,1	142
Togo	101	97	83	92	2,1	121
Egypte	100	100	100	98	34,9	116
Sénégal	100	133	81	102	4,1	118
Jordanie	99	144	170	107	2,5	140
Pérou	99	98	94	95	14,0	126
Sierra Leone	99	98	97	96	2,8	...
République centrafricaine	98	101	100	100	1,7	125
Dahomey	98	99	97	90	2,8	...
Sri Lanka	98	96	92	92	13,1	122
République-Unie de Tanzanie	98	96	98	93	14,0	130
Trinité-et-Tobago	98	97	102	87	1,0	139
Colombie	95	102	104	98	23,5	169
Gabon	95	103	103	104	0,5	116
Laos	95	93	83	87	3,1	191
Malawi	95	109	111	110	4,6	124
Népal	95	101	96	100	11,8	118
République Dominicaine	94	99	102	99	4,6	126
Honduras	94	108	101	108	2,7	117
Inde	94	98	92	100	576,3	131
Libéria	94	99	100	99	1,6	118
Arabie Saoudite	94	102	105	103	8,2	...
Tunisie	94	125	118	111	5,4	121
Ethiopie	93	101	102	99	26,1	99
Pakistan	93	97	97	99	66,0	138
Zaire	93	101	87	95	22,8	154
Liban	92	110	115	113	3,0	122
Maroc	92	104	101	88	16,6	118
Soudan	92	101	99	99	16,6	127
Ouganda	91	95	95	90	10,4	140
Irak	90	95	138	114	10,1	116
Tchad	89	98	70	69	3,8	116

Sources : Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement (Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies), d'après le Bulletin mensuel de statistique de l'ONU, l'Annuaire de la production et le Bulletin mensuel d'économie et statistique agricoles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Rome) et l'Examen de la situation alimentaire mondiale présente et future (E/CONF.65/3), document présenté à la Conférence mondiale de l'alimentation.

a/ Les pays sont classés par ordre décroissant du pourcentage des besoins auxquels répond l'apport calorique de 1969 à 1971.

insuffisante. Les effets s'avèrent catastrophiques non seulement pour les misères qui dominent notre siècle, mais aussi pour toutes les conséquences à long terme prévisibles. La malnutrition et la sous-nutrition conduisent à des déficiences mentales graves qui peuvent par la suite devenir héréditaires. Il n'est pas nécessaire dans tous les domaines d'avoir une grande précision sur les minimums vitaux des besoins directs, mais au moins il faut entamer les études multidisciplinaires qui permettront de mieux comprendre les besoins des hommes et les limites inférieures de leur satisfaction, prises d'abord individuellement, puis analysées dans le cadre du système des besoins.

A la suite de Marx, il nous semble que dans un premier temps les besoins spirituels et politiques passent par la réalisation des besoins matériels, dans l'ordre temporel et non dans l'ordre prioritaire. "La théorie n'est jamais réalisée dans un peuple que dans la mesure où elle est réalisation des besoins de ce peuple... Il ne suffit pas que la pensée recherche la réalisation, il faut encore que la réalité recherche la pensée"(208). La production des besoins matériels doit précéder les autres besoins, mais elle ne peut suffire seule. Les besoins liés à la reproduction de la force de travail se présentent comme les besoins sociaux, ressentis comme nécessaires par les travailleurs dans leur ensemble. Le minimum physiologique ne constitue pas le minimum vital, car à ce stade, l'homme n'est plus homme, il est animal. "Il en résulte donc que les besoins sociaux qui rentrent dans sa détermination (de la force de travail) ne se réduisent pas uniquement à des besoins objectifs définissables en termes de normes scientifiques, ou de coûts de l'homme pour reprendre l'expression de François Perroux"(209). Pour Marx et les néo-marxistes, il existe une limite inférieure à la satisfaction des besoins, le minimum physiologique compte tenu des conditions sociales, mais au-delà de celui-ci, c'est le rapport des forces des classes sociales qui fixe le niveau de satisfaction des besoins en déterminant le montant des salaires des travailleurs. Or, il existe à notre sens une confusion regrettable entre le besoin et le panier de produits disponibles. Il est clair qu'il n'est plus possible actuellement de trouver les produits simples que le :

(208) MARX K : "Contribution à la critique de la philosophie du droit" in Oeuvres philosophiques. Ed. Molitor. t.I. p.98.

(209) MAURINO J.D: Op.Cit. p.9.

Le système rend rapidement obsolètes pour accroître les profits. Sans les effets de signes ou de pouvoir, il est clair que les besoins physiologiques de tous les hommes pourraient être satisfaits, mais les systèmes en place, pour maintenir leur existence, cherchent à institutionnaliser les inégalités et à organiser la rareté. Il faut prendre conscience du fait que le minimum vital est une limite abstraite, sociale, historique, désignant la valeur des moyens de subsistance indispensables à la survie physique et morale des travailleurs. Beaucoup d'économistes réfutent l'existence d'un minimum vital socialement accepté. Il ne faut pas confondre l'existence du minimum vital avec la difficulté de le définir concrètement. Au niveau individuel, chacun ressent les "satisfactions de besoins directs" qui lui donnent une possibilité et une raison de vivre. Au niveau collectif, les travaux s'avèrent tellement embryonnaires qu'ils n'exercent aucune influence, ce qui est, à notre sens, absurde, compte tenu de l'universalisation des procédures de planification. Il faut rappeler que "ce minimum vital" constitue, dans une société démocratique, l'information la plus importante ; une société ne restera démocratique, que lorsque les individus dans leur ensemble, se situeront au-delà du "minimum vital".

Les études concrètes sur le minimum vital sont rares et elles reposent essentiellement sur des réflexions empiriques peu formalisables. Ainsi, les études de l'Organisation des Nations-unies, se limitent-elles à la recherche des politiques sociales de redistribution et à la détermination empirique de ce qui est nécessaire pour vivre dans une société et à une période données. "Les études de la distribution des revenus peuvent avoir une signification pratique dans trois domaines : a) la promotion du développement économique; b) l'amélioration des niveaux de vie, et spécialement des minimums vitaux(...); la réduction des inégalités de revenus(...)" (210). Un groupe d'experts de l'ONU a essayé d'évaluer les niveaux de vie, en tenant compte de macro-indicateurs, de meso-indicateurs et de micro-indicateurs. Ils reconnaissent l'insuffisance des indicateurs monétaires et cherchent à intégrer des facteurs difficilement quantifiables, comme le climat, l'environnement, la beauté d'un paysage, etc..

(210) ONU : "social policy and the distribution of income in the nation" ONU. 1969. p.2-3.

Ils estiment absolument nécessaires la détermination d'un minimum vital, "à la fois pour des raisons humanitaires et pour des raisons de développement économique"(211). Les buts d'une telle recherche sont au nombre de six :

- 1 - Etablir des modèles sociaux à un moment donné
- 2 - Etablir des buts sociaux
- 3 - Rendre possible la mesure des progrès vers les buts.
- 4 - Clarifier le prix social (coût social d'opportunité) des décisions politiques, économiques et sociales.
- 5 - Contribuer à la politique des salaires, des revenus, et des politiques générales.
- 6 - Guider le développement des services sociaux et de l'assistance sociale"(212).

La mesure du minimum vital pose des problèmes ardu, et les experts proposent plusieurs types d'indicateurs : 1) indicateurs naturels des conditions du niveau de vie qui incluent aussi bien les taux de mortalité et de natalité que l'espérance vie; 2) Les indicateurs monétaires du revenu et de la fortune totaux et disponibles ; 3) Les services et les biens collectifs 4) Les biens et services totaux reçus et utilisés. Les experts essaient alors de déterminer les composantes du niveau de vie, qu'ils différencient curieusement des composantes du "budget de pauvreté".

Composantes du niveau de vie	Composantes budget pauvreté
1 - Santé	1 - Nourriture et boissons
2 - Consommation et nourriture	2 - Logement
3 - Education	3 - Vêtements
4 - Emploi et conditions de travail	4 - Soins médicaux
5 - Logement	5 - Education
6 - Sécurité sociale	6 - Transport, jeux
7 - Vêtements	7 - Taxes personnelles,;;
8 - Divertissement	8 - Autres biens et services
9 - Libertés humaines	

Les besoins fondamentaux (213).

Il se pose alors un certain nombre de problèmes difficiles de mesure, car il faut tenir compte des économies d'échelle des familles nombreuses, l'utilisation réelle de certains services

(211) ONU : Op.Cit. p.8.

(212) ONU : Ibid. p.9.

(213) Ibid. p.11.

publics, etc... L'idéal serait évidemment de trouver un indicateur unique. Les experts de l'ONU préfèrent parler d'indicateurs minimaux, et pour eux toute politique sociale doit : 1) identifier spécialement le minimum vital, et les groupes qui n'accèdent pas au minimum des ressources alimentaires, 2) décrire et mesurer les caractères de la pauvreté et de la privation, 3) spécifier les coûts du passage des groupes défavorisés au-delà du minimum vital, 4) permettre les comparaisons entre les groupes pour appliquer les politiques nécessaires, 5) permettre les comparaisons internationales(214).

Cette étude intéressante pêche à notre sens dans deux directions : d'abord, le relevé des composantes du minimum vital omet des éléments aussi importants que l'épanouissement de l'homme ou les rapports humains, tout en incluant le besoin indirect du travail social ; mais surtout, elle considère les besoins indépendamment du mode de production, lorsqu'elle se propose d'apporter une solution à la détresse de certains groupes sociaux. A la suite de Baudrillard, nous pouvons affirmer que le minimum vital ne peut jamais être satisfait si le système de production crée (même partiellement dans notre conceptualisation) le système des besoins. Le Code du Capital, nécessairement différenciateur, engendre des tensions, des manques, que certains jugent nécessaires à la croissance économique. Le mode de production capitaliste ne permet pas l'obtention du minimum vital, car il est profondément inégalitaire et sémiologique. Cela ne veut pas dire, par ailleurs, que les individus ne peuvent pas disposer d'un minimum physiologique, car on pourrait alors se demander comment les travailleurs pourraient réparer leur force de travail. Les loisirs, les automobiles, les vacances que reçoivent les travailleurs n'indiquent pas pour autant qu'ils perçoivent au-delà du minimum vital. On peut se demander s'ils ne font pas partie intégrante de la réparation de la force de travail, tant celle-ci devient déshumanisée. Les revendications syndicales ne seraient alors que la manifestation d'une élévation du minimum vital des travailleurs. La réparation de la force de travail implique un certain équilibre des hommes, et l'on peut penser que les travailleurs n'ont de vacances que parce que celles-ci leur sont absolument nécessaires pour satisfaire leur besoin minimal d'évasion ou d'épanouissement.

A notre sens, il convient de déterminer, même de manière embryonnaire, les besoins directs et d'élaborer des correspondances entre biens directs et biens indirects. Cependant, il n'existe pas un minimum vital défini par un indicateur unique, mais plutôt une série de minima de satisfaction des besoins pris un à un. Pour mieux expliquer notre théorie, nous donnerons un exemple simpliste, qui n'a qu'une valeur indicative.

A l'issue d'une année éprouvante, Monsieur Durand souhaite s'épanouir (besoin d'épanouissement), en prenant des vacances (besoin indirect), synonymes de loisirs, d'évasion et de repos. Autour de lui, ses amis ont décidé de séjourner dans un village estival d'un Club. Il est incité par la publicité et par ses relations à aller dans ce village ; l'intensité de son besoin d'épanouissement et de repos (besoins directs) s'exprime dorénavant par un bien particulier : le village Z du Club M. Pour partir en vacances et pour satisfaire un besoin qui dorénavant porte un nom (besoin indirect), il lui faut accomplir un travail supplémentaire ou alors dépenser une quantité de travail supérieure à celle nécessaire à des vacances moins sophistiquées. A côté donc de la satisfaction du besoin de vacances apparaît une insatisfaction ou la réduction volontaire ou inconsciente de la satisfaction d'un autre besoin et donc le développement de son intensité. Si la comparaison est possible entre les deux utilités, le problème est résolu pour l'homme rationnel informé. Mais cette comparaison est illusoire, sauf si la diminution de la satisfaction d'un besoin est telle, que l'insatisfaction devient insupportable. Ainsi, un surcroît de travail peut conduire, souvent de manière inconsciente, à une fatigue qui compromet la santé physique et morale de l'individu. Il en résulte alors une paupérisation absolue de l'homme, du fait d'un choix mal préparé. Ainsi, tant que le minimum concernant une seule composante du système des besoins n'est pas atteint, il nous paraît peu utile de procéder à une étude complète des comparaisons d'intensité des besoins. Ce n'est qu'à partir du moment où un manque devient insupportable, que le minimum vital est atteint. L'homme peut en général supporter ce "manque" pendant une période plus ou moins longue, pendant laquelle il va combattre essentiellement cette insuffisance. En général, la classe dominée se situe collectivement au-dessus de ces minima, mais individuellement ou conjoncturellement, cette hypothèse ne peut être faite.

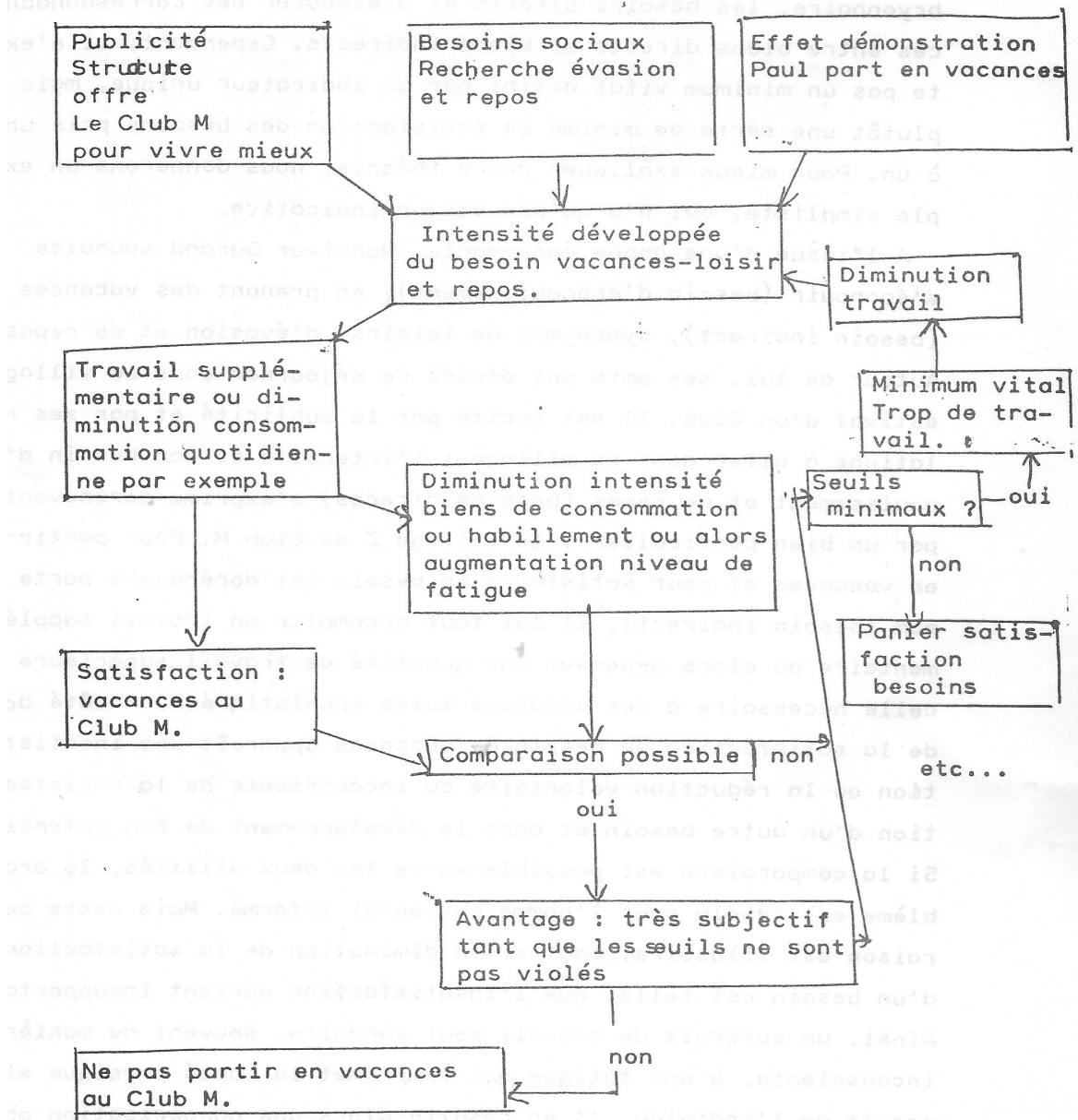
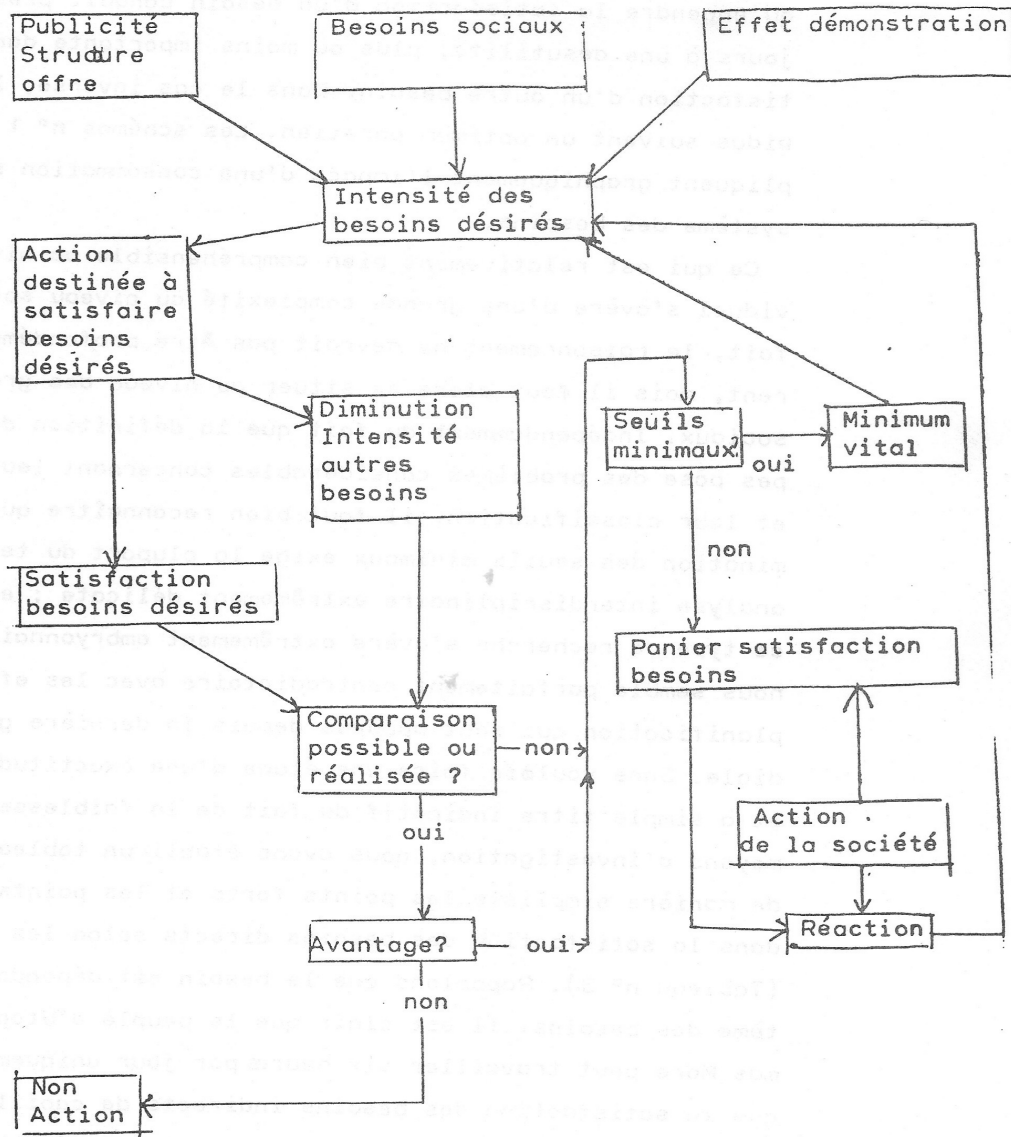


Schéma n° 1 - Détermination de l'avantage ou non d'une action sur la satisfaction du système des besoins (exemple)



- Schéma n° 2 - Représentation des variations de l'intensité des besoins

Il n'est pas possible de raisonner toujours comme si les besoins étaient indépendants les uns des autres. Il faut appréhender le système des besoins, en sachant bien que l'utilité qu'engendre la satisfaction d'un besoin conduit presque toujours à une désutilité, plus ou moins importante dans la satisfaction d'un autre besoin. Dans le cas inverse, les individus suivent un optimum paretien. Les schémas n° 1 et 2 expliquent graphiquement l'impact d'une consommation sur le système des besoins.

Ce qui est relativement bien compréhensible au niveau individuel s'avère d'une grande complexité au niveau social. En fait, le raisonnement ne devrait pas être profondément différent, mais il faut alors se situer au niveau des groupes sociaux. Indépendamment du fait que la définition de ces groupes pose des problèmes considérables concernant leur nombre et leur classification, il faut bien reconnaître que la détermination des seuils minimaux exige la plupart du temps une analyse interdisciplinaire extrêmement délicate ; en tout cas, ce type de recherche s'avère extrêmement embryonnaire, ce qui nous semble parfaitement contradictoire avec les efforts de planification qui sont apparus depuis la dernière guerre mondiale. Sans vouloir faire une étude d'une exactitude exagérée, et à simple titre indicatif du fait de la faiblesse de nos moyens d'investigation, nous avons établi un tableau indiquant de manière simpliste les points forts et les points faibles dans la satisfaction des besoins directs selon les époques (Tableau n° 3). Rappelons que le besoin est dépendant du système des besoins. Il est clair que le peuple d'Utopie de Thomas More peut travailler six heures par jour uniquement parce que la satisfaction des besoins indirects de capillarité sociale et de création indéfinie de produits intégrant des codes sociaux, est volontairement limitée. Notre croissance favorise largement certaines satisfactions de besoin au détriment de la satisfaction d'autres besoins et il n'est pas certain que nous n'ayons pas atteint en de nombreux domaines ce minimum de satisfaction qui conduit les individus vers le minimum vital. On ne vit pas seulement de pain et de vin et comment ne pas être d'accord avec le poète René Char lorsqu'il affirme, dans un langage simple et direct : "nous nous

battons pour un site. A nos yeux, ce site vaut mieux que notre pain, car il ne peut être, lui, remplacé".

Tableau n° 3 - Satisfaction des besoins
des classes laborieuses suivant les
époques (Moyen-Age, révolution industrielle,
XXème siècle) dans les pays développés

	Moyen-Age	Révolution industrielle	XXème siècle
M (215)	Sécurité physique Formation Liberté Santé-Hygiène Nourriture Participation	Esthétisme Nourriture Formation Repos Santé Participation Sécurité	Rapports humains Sécurité avenir (temporelle) Environnement Repos Epanouissement Libertés concrètes
NM	Religion (sécurité avenir) Air, lumière Rapports humains Environnement Sexualité	Espoir du mieux Libertés (formelles)	Nourriture Santé Formation

(215) M = minimum NM = besoins favorisés par la société

Il ne faut pas donner à ce tableau plus d'importance qu'il ne veut en avoir. Ainsi, toutes les sociétés connaissent globalement des "manques" fondamentaux. Il est clair que la télévision, tout en satisfaisant notre besoin de jeux et de divertissement a détruit la plupart des rapports humains extérieurs au travail, tout en impliquant un développement du besoin repos par le travail supplémentaire qu'elle implique pour son acquisition. De même, notre société est celle de l'angoisse, angoisse temporelle par l'insécurité du marché de l'emploi et des revenus, angoisse métaphysique devant le "manque" d'explication des pourquoi d'une mort justificative de la vie. Ce tableau ne fait qu'illustrer ces "manques" sociaux, qui conduisent à penser que nombreux sont les individus qui sont au minimum vital.

Face à ces besoins, les hommes ont établi un appareil de production et une organisation sociale. Or, le mode de production capitaliste cherche surtout à développer le Code du Capital et le mode de production socialiste s'intéresse surtout au Code du pouvoir. Il en résulte une nécessaire insatisfaction d'un grand nombre de besoins, et l'apparition de minima engendrant des situations proches du minimum vital. La production croît, mais le système des besoins patine, laissant quelques besoins recevoir une plus grande satisfaction et d'autres supporter l'aide minimale du groupe dominant. En fait, le minimum vital n'existe peut-être pas en tant que tel, car la satisfaction des besoins n'est pas réductible à un seul indicateur. Il n'en reste pas moins vrai que certains besoins ne sont pas satisfaits engendrant ainsi un "mal-être" social qui peut déboucher individuellement sur la mort et collectivement par la lutte pour le respect des hommes. C'est ainsi que naissent les situations révolutionnaires.

B - La pauvreté

Ce concept est proche de celui de minimum vital, mais il se situe sur un autre plan. La pauvreté est essentiellement une notion comparative et il est clair qu'une société productiviste conduit nécessairement à des situations de pauvreté. "Une société se juge à sa capacité d'assurer le bonheur de ceux qui vivent en elle. Une société productiviste a besoin de créer un homme en état perpétuel de manque"(216). Il faut rappeler l'exceptionnelle résistance des hommes à l'insatisfaction des besoins. "Si l'on admet que tout individu qui ne satisfait pas les besoins essentiels s'appauvrit, il est clair que l'on pourra parler de paupérisation à partir du moment où ces besoins essentiels (indirects, ajouterons nous) apparaissent sans être satisfaits(217). Ainsi donc une croissance inégale conduit ou peut conduire non seulement à la pauvreté, mais aussi à une paupérisation. "Une hausse de 3% du niveau de vie américain coûte 25 fois plus cher qu'une hausse égale du niveau de vie en Inde. La condition du pauvre peut être améliorée si le riche

(216) DURAND A : Op.Cit. p.23.

(217) MAURINO J.D :Op.Cit. p.2.

consomme moins, tandis que celle du riche ne peut l'être qu'au prix de la spoliation mortelle du pauvre : le riche prétend qu'en exploitant le pauvre, il l'enrichit puisqu'en dernière instance, il crée l'abondance pour tous...En fait, la pauvreté se modernise : son seuil monétaire s'élève parce que de nouveaux produits industriels sont présentés comme des biens de première nécessité, tout en restant hors de portée du plus grand nombre" (218). De nombreux produits nouveaux ne sont en fait que des produits existants plus ou moins modifiés apparaissant avec un prix nettement plus élevé(219).D'ailleurs on peut se demander si ce type d'innovation ne consiste pas essentiellement à remplacer des articles bon marché par des articles coûteux. En fait, ce type d'innovation ne concerne que le producteur pour les avantages et que le consommateur pour les désavantages. La multiplication de ces nouveaux produits contribue assez largement à maintenir les tendances de paupérisation qui existent, à l'état latent, dans un système capitaliste. En outre, la limitation de la qualité des produits conduit à une inflation sans hausse de prix, puisque les prix restent les mêmes à qualité inférieure (220). L'indice du prix de détail semble biaisé par la non prise en compte de ces facteurs(221). Il cache ainsi une partie des effets de la paupérisation...dans les chiffres. L'utilisation de la seule comptabilisation marchande conduit sans doute à de fausses pistes, dans l'appréhension de la pauvreté. Si l'on évaluait tous les coûts, "on s'apercevrait alors qu'il existe des nations ou des catégories sociales dont le revenu est négatif, c'est-à-dire dont le potentiel humain, technique ou naturel s'épuise plus que ne s'accroissent les ressources apparentes. On éviterait aussi, de cette manière, le paradoxe comptable qui consiste à traiter comme un accroissement de produit national le simple fait qu'un bien indispensable à la vie (l'eau par exemple) sorte de l'état de surabondance et de gratuité pour entrer dans le circuit de la rareté et de l'échange onéreux"(222). Une étude des avantages-coûts de la croissance s'avérerait particulièrement intéressante, surtout si on peut la mener pour

(218) ILLICH "La convivialité". Op.Cit. pp. 102 - 103.

(219) C'est une inflation déguisée.

(220) FONTANEL J : "Economie de la publicité".Thèse complémentaire. Grenoble. 1975. pp.80-81.

(221) ROSIEP : Op.Cit. p;230 et s.

(222) PASSET R : Le Monde 12 Janvier 1971.

toutes les catégories sociales. Les comptabilités économiques sont à l'heure actuelle incapables de rendre compte des avantages comparatifs que procure la croissance aux différentes catégories sociales et on peut même se demander si politiquement une telle perspective d'étude serait agréée ou encouragée.

La différenciation (et son idéologie) est une pièce maîtresse du système, car elle constitue une condition à l'intégration sociale. Il est clair alors que la pauvreté se présente comme un phénomène inéluctable, puisque avant tout comparatif. Il suffit en outre d'analyser même sommairement les inégalités sociales des pays capitalistes, pour comprendre immédiatement le maintien (et même le développement disent certains chercheurs) de la pauvreté. "Ainsi, d'après les critères de l'administration américaine elle-même, on dénombre en 1962, 35 millions de pauvres soit approximativement un cinquième de la population. Au sein d'une société donnée, la pauvreté est en effet une notion relative dont le contenu est variable ; elle mesure la distance sociale et non une donnée absolue et définie ne variantur... Cette stabilité du phénomène semble résulter des effets de la croissance elle-même qui s'accompagne d'une transformation continue dans la composition de la main d'oeuvre et des secteurs et qui, de ce fait, entraîne une genèse permanente de pauvreté"(223). Le problème n'est pas différent en France : "Malgré ces limites (limites dues aux carences de l'appareil statistique) le premier bilan qui ressort de cette analyse est accablant pour une société éprise d'équité. L'égalité des chances n'est, dans la plupart des cas, qu'un leurre ; les groupes défavorisés accèdent aujourd'hui seulement à l'état de santé, aux conditions de logement et plus largement au mode de vie que connaissent vingt ou trente ans auparavant d'autres groupes de la population... Dans les rares cas où les statistiques permettent de retracer l'évolution récente, de nouvelles formes d'inégalités se substituent à celles qui semblent en voie d'atténuation"(224). La société française fait hériter aux enfants la pauvreté de leurs ascendants. Le rôle de l'hérédité sociale reste fondamental(225). "L'Etat a souvent aggravé l'inégalité, non par omission mais par stratégie délibérée, visant soit à accélérer la croissance, soit à apaiser ceux

(223) ROSIER : Op.Cit. p. 238-239.

(224) MERCIER P.A: "Les inégalités en France". CREDOC. Avant-Propos.

(225) LEVY-GARBOUA : "Les inégalités intergénérationnelles dans la société française" / CREDOC. 1974.

qui le soutiennent"(226). Si donc la pauvreté est comparative, il est clair que la reproduction des inégalités conduit nécessairement au maintien de la pauvreté. De nombreuses études ont montré la reproduction des inégalités en matière de santé(227), en matière de logement(228), de vacances(229), et la participation des mesures sociales à la production des inégalités(230). La politique sociale se présente même comme un élément de contrôle de la reproduction sociale(231). La pauvreté devient donc un phénomène inéluctable, puisque les inégalités conditionnent le développement économique. Cette idéologie se retrouve aussi bien dans un pays capitaliste que dans les pays socialistes. Cette conception de la pauvreté nous semble reproduire le code social, et en tout état de cause elle conduit à un raisonnement qui donne à la pauvreté un label d'inéluctabilité qui ne peut que favoriser le maintien des modes de production existants. Il nous semble plus correct d'essayer d'appréhender la pauvreté non pas par rapport aux inégalités, mais plutôt par rapport à la non-satisfaction d'un certain nombre de besoins directs. Bien entendu, dans ce cadre, les inégalités de revenu ou de patrimoine accentuent le phénomène de la pauvreté, mais ces indicateurs ne sont que des indicateurs parmi d'autres. Il est clair que les situations de misère sont liées essentiellement aux inégalités et à l'absence de fraternité, bien que cette analyse soit parfois contestée, par exemple par Giscard d'Estaing qui tente de faire prévaloir l'irréductibilité de la misère. "Nous ne guérirons pas la misère du monde. Ni nous, ni les autres. Cette misère, même si elle change avec le temps, est inscrite dans la fibre de l'espèce humaine, comme la maladie et la mort"(232).

La prise de conscience de la pauvreté dans le système capitaliste est ancienne (233). Pour Villermé, la pauvreté dépend essentiellement de facteurs moraux ; c'est l'absence de rigueur et

-
- (226) HOFFMAN S : "Essais sur la France". Le Seuil. 1974. p. 515.
 (227) ROSCH G et D.E.M. du CREDOC : "Eléments d'économie médicale". Flammarion. 1973. CALOT G & FEBVAY M : "La mortalité différentielle suivant le milieu social". Etudes et Conjonctures, Nov. 1965. GREFFE X : "Op.Cit. p. 213 et s."
 (228) DUTAILLIS J.C & BURLAN D "Les conditions de logement des ménages en 1970" Coll. INSEE. M28.
 (229) de ROUY V.P. : "Les vacances d'été en 1969". INSEE. M2.
 (230) GREFFE X : Op.Cit. p. 226 et s.
 (231) BAREL Y. : "La reproduction sociale" Anthropos. 1973. HERZOG "Politique économique et planification". Ed. Sociales. 1971.

/.../

d'application au travail qui fonde la pauvreté. Pour Sismondi ou pour Marx, il faut remonter à la propriété privée pour saisir dans sa plénitude ce phénomène. Ces débats nous semblent aujourd'hui bien dépassés, tant les analyses d'un Vïllermé s'avèrent a-scientifiques. Il n'empêche que la pauvreté reste une tare, qu'elle fait honte à ceux qui la subissent, tendant ainsi à provoquer des réactions de repli génératrices des ghettos de la pauvreté. "Pendant longtemps on a considéré l'extrême pauvreté comme un état accidentel, qui n'empêchait pas ceux qui s'y trouvaient réduits de partager les valeurs du reste de la société. Or, mon expérience m'a appris le contraire. Les damnés engendrent une culture à eux dans laquelle ils s'installent, se replient, s'organisent et se risquent à demeurer"(234). Le système en organisant la rareté crée de nouvelles formes de pauvreté et d'inégalités. Le droit aux plages n'est apparu qu'à partir du moment où tout le littoral a été privatisé. "Le droit à l'air pur signifie la perte de l'air pur comme bien naturel, son passage au statut de marchandise et sa redistribution sociale inégalitaire" (235). La pauvreté naît de l'inégalité, mais elle ne peut s'y limiter, même si la plupart des études sur le problème de la pauvreté se complaisent dans une étude des inégalités. Dans toutes les sociétés, la misère est hors-la-loi et le Code Social l'a obligée à se montrer digne dans les pays développés. Elle se cache, se travestit, se terre et s'enterre. "L'inégalité est un problème, pas un drame...Les foyers de misère des minorités en marge sont isolés, oubliés. Ce sont de douloureux problèmes ; pas des visages"(236). Les gouvernants ne se préoccupent que de la Prospérité ; ils connaissent son visage dans le miroir de leur salle de bain. Ils ignorent celui de la Pauvreté ; ils ne se préoccupent du problème que dans les limites prescrites pour ne pas rendre le miroir déformant. La pauvreté est le fruit (237)

(232) GISCARD d'ESTAING : Préface à "Guérir la misère du monde" Imprimerie Nationale. Octobre 1973.

(233) GREFFE X : Op.Cit. pp. 22-23 et 92 et s.

(234) LEWIS M.O : cité par GREFFE : Op.Cit. p.99.

(235) BAUDRILLARD J: "Société: consommation". Op.Cit. p. 75.

(236) de CLOSETS : Op.Cit. pp. 248 - 249.

(237) de la GORCE P.M : "Pour un nouveau partage des richesses" Grasset.1972. LAUNAY J.P : "La France sous-développée : 15 millions de pauvres". Dunod Actualité. 1970. BAUMIER J : "La France riche". Hachette Littérature,1972. BARRERE M.A : "Travail et pauvreté : la problématique de la pauvreté dans les pays industrialisés". ISMEA. Série AB -Nov-Déc. 1975.

du système, qui condamne certains individus à la pauvreté et d'autres (quantitativement en nombre très limité) à la richesse matérielle. Cette analyse peut être reproduite dans les mêmes termes pour les nations (238). Cependant, si certains économistes estiment que le système qui produit la pauvreté doit être rejeté, nombreux sont les économistes qui considèrent la pauvreté inéluctable, puisque définie comme un phénomène qualitatif et comparatif. Cela ne les empêche pas par ailleurs de montrer l'hérédité de la pauvreté (Schéma n° 4).

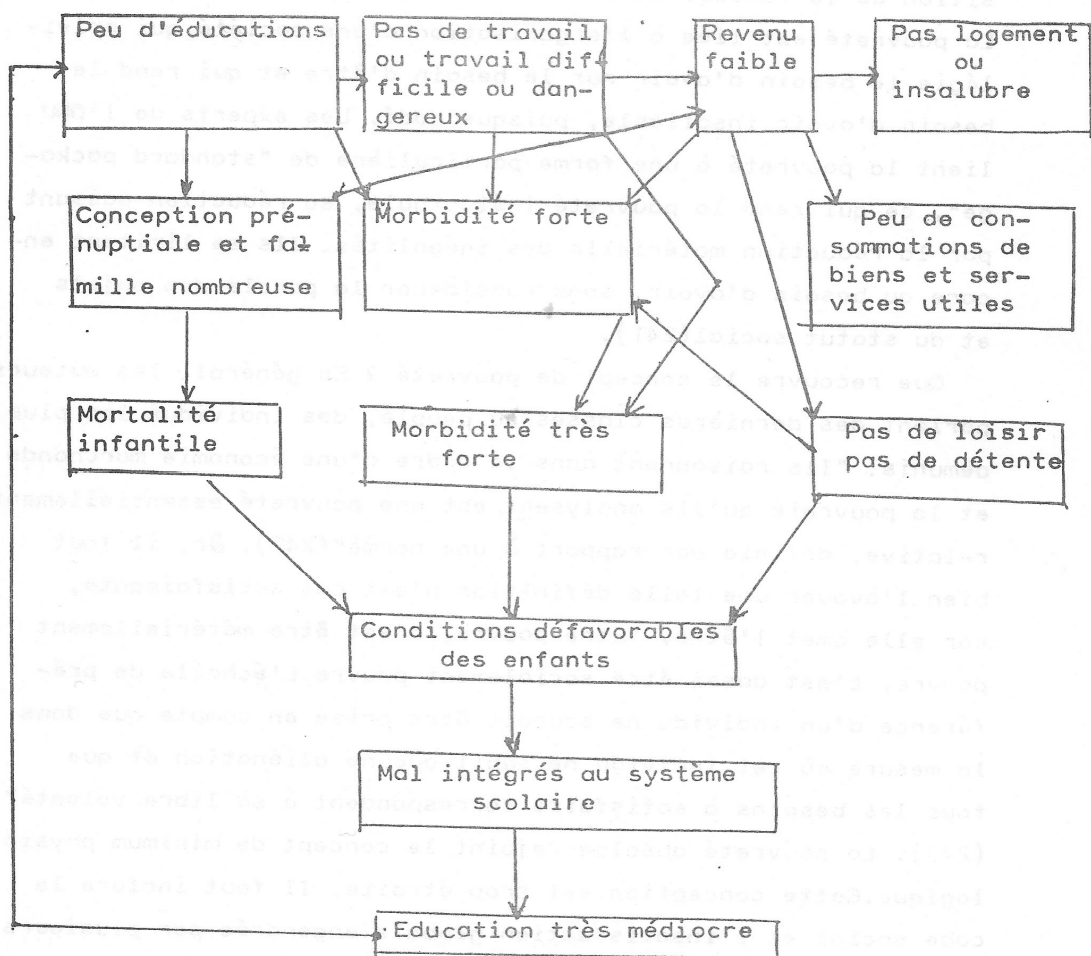


Schéma n° 4 - Cycle de pauvreté pour une famille nombreuse d'un groupe défavorisé (239).

(238) LAMBERT D.C : "Les économies du Tiers-Monde". Armand Colin. Collection U. 1974. pp.98 et s.

(239) STOLERU L : "Economie et société humaine". Denoël. 1972.
STOLERU L : "Vaincre la pauvreté dans les pays riches". Flammarion. 1974. p.97.

Malgré la reconnaissance de l'héritage de la pauvreté, les classes dirigeantes laissent subsister les raisonnements de Smith ou de Malthus sur la misère, état qui empêche une croissance démographique excessive et qui incite au travail. La pauvreté reste pour trop de personnes, un phénomène individuel, condition essentielle de la liberté. Cependant, dans son étude de la pauvreté aux Etats-Unis, Jean-Marie Chevalier montre les six facteurs qui conditionnent le bien-être (ou le mal-être) matériel : la race, l'âge, le chômage, l'éducation, la composition de la famille et la résidence (rurale ou urbaine)(240). La pauvreté est liée à l'organisation d'une société qui privilégie le besoin d'avoir sur le besoin d'être et qui rend le besoin d'avoir insatiable, puisque codé. Les experts de l'ONU lient la pauvreté à une forme particulière de "standard package", ce qui rend la pauvreté inéluctable, sa réduction passant par la réduction matérielle des inégalités. Ils se limitent encore au besoin d'avoir, sans considérer la parole des objets et du statut social(241).

Que recouvre le concept de pauvreté ? En général, les auteurs parlent des dernières classes du peuple, des individus les plus démunis. "Ils raisonnent dans le cadre d'une économie marchande et la pauvreté qu'ils analysent est une pauvreté essentiellement relative, définie par rapport à une norme"(242). Or, il faut bien l'avouer une telle définition n'est pas satisfaisante, car elle omet l'être. "Etre pauvre, c'est être matériellement pauvre, c'est aussi être socialement pauvre. L'échelle de préférence d'un individu ne saurait être prise en compte que dans la mesure où cet individu ne subit aucune aliénation et que tous les besoins à satisfaire correspondent à sa libre volonté" (243). La pauvreté absolue rejoint le concept de minimum physiologique. Cette conception est trop étroite. Il faut inclure le code social et l'insatisfaction globale engendrée par plusieurs minima du système des besoins conduisant au minimum vital.

(240) CHEVALIER J.M : "La pauvreté aux Etats-Unis" PUF 1971. p.23.

(241) ONU : "Social policy and the distribution of income in the nation". 1969. p.51 et s.

(242) CHEVALIER J.M : Op.Cit. p. 9.

(243) Ibid. p.15.

"La rareté, l'inégalité sont structurellement inhérentes à un système fondé sur la compétition. Lorsque cependant l'apparence la plus visible de la pauvreté fait peser sur lui un risque mortel, le système s'organise pour en faire disparaître, non sans peine, l'essentiel. Il est prêt même à sacrifier quelque peu la croissance pour en sauver le principe en réduisant l'inégalité relative, en aplatissant la pyramide sociale... Et cela Stoleru ne peut le discerner dans son analyse en termes de marchandises car l'inégalité sociale n'est pas fatalement inscrite par les revenus et les consommations. L'inégalité sociale est un effet de code social... Il faut donc à la fois lutter contre l'inégalité actuelle et ^{en} même temps reconstruire (elle se reconstruit largement spontanément) l'inégalité de demain ailleurs. Ainsi, en perpétuel déséquilibre, condition de son dynamisme, le système économique produit l'égalité et l'inégalité, l'abondance et la rareté" (244). Cette analyse lucide montre à quel point la pauvreté est liée aux inégalités et au Code social, qui n'est d'ailleurs lui-même qu'une manifestation sophistiquée de la représentation sociale engendrée par le Capital et le Pouvoir, expressions s'il en est d'inégalités fondamentales, basées non pas sur le revenu (ou même les conditions de vie), mais sur des valeurs plus élaborées comme la Liberté ou la Puissance. Définir la pauvreté constitue donc une gageure, puisqu'elle s'exprime la plupart du temps comme une résultante des systèmes basés sur les inégalités. Il est clair que toute croissance qui implique par ailleurs des divergences de traitement des groupes sociaux conduit ou secrète la pauvreté. Afin de conserver au terme pauvreté une acception populaire, nous la définirons comme l'insuffisance des choses matérielles nécessaires à la vie. Cette nécessité inclue à la fois la possession ou l'utilisation des choses, ainsi que leur représentation sociale. Notre définition limite donc le contenu de la pauvreté à certains besoins directs seulement, excluant une grande partie de "l'être" pour n'en retenir que son statut. La pauvreté "d'amour" ou de "religion" n'existe pas. La pauvreté exprime alors le minimum vital (ou les minima de chaque besoins du système des besoins) d'un 'sous-système' des besoins.

(244) GUILLAUME M : "Le Capital..." Op.Cit. pp. 76-77-78.

Pour LACOSTE(1), la pauvreté n'est pas évaluable avec un seul critère et elle implique une comparaison avec une situation qui serait jugée normale. En réalité, les économistes déterminent plutôt des moyennes qui leur permet de satisfaire à la fois leur perception de la représentation sociale et le besoin fonctionnel de la nourriture par exemple. La pauvreté n'est pas simplement le résidu de la croissance, elle n'est pas seulement le résultat négatif du système industriel, elle se présente de plus en plus comme une conséquence de la croissance. Certes, la misère existait avant le développement économique, mais ce qui caractérise les sociétés actuelles nous semble être la reconnaissance "différenciatrice" de la pauvreté. Jules Renard disait qu'il ne nous suffit pas d'être heureux, encore faut-il que les autres soient malheureux. Bien entendu, tous les discours économiques se présentent comme des pourfendeurs de la pauvreté, et d'ailleurs l'idéologie de la croissance tend à justifier son existence par la lutte contre la pauvreté. Si les peuples des pays développés acceptent si facilement leurs aliénations, l'exemple qui leur est continuellement donné de la disette, réveille les vieilles craintes de la famine encore si proche. Il a été dit que le sous-développement était le produit du développement. Il pourrait être dit que si la pauvreté n'est pas le produit de la croissance, en l'état actuel, la croissance implique la pauvreté lorsqu'elle est conçue dans un univers où la différenciation sociale s'opère au niveau des pratiques consommatoires. La croyance dans les vertus de l'inégalité est un luxe de riche dont il faudra bien, un jour ou l'autre, de gré ou de force, se départir. "Vivant sur une planète ravagée par le napalm, habitée par des peuples débilités par la faim ou affligés de la stupide idéologie du profit, nous savons mieux que les générations qui nous ont précédées, l'inégalité intolérable des conditions de vie des hommes...Les principales carences de l'alimentation du pauvre portent sur les calories, les protéines, les vitamines et les éléments minéraux. Toutes ces carences se traduisent par des symptômes cliniques qui évoquent des troubles du système nerveux central...Tous les ans, 20000 enfants deviennent aveugles par manque de vitamines...Les privilèges donnent à ceux qui en jouissent le goût positif et violent de l'inégalité"(2). L'inégalité crée la pauvreté.

(1) LACOSTE : Op.Cit. p.46.

(2) ZIEGLER J: Op.Cit.pp.154-155.

Bibliographie sommaire

- Attali, J. (1975), La parole et l'outil, PUF. Paris
- Attali, J., Guillaume, M. (1974), PUF
- Baudrillard, J. (1968), Le système des objets, Gallimard. Paris
- Baudrillard, J. (1970), La société de consommation, Gallimard.
- Brochier, H. (1974), La planification devant le problème des besoins, in Planification et Société », PUG, 1974.
- Chevalier, (1970), La pauvreté aux Etats-Unis, PUF. Grance
- Chombart de Lauwe (1975), Les intérêts contre les besoins, la double nécessité, La Pensée, Avril.
- De Closets, F. (1974), Le bonheur en plus, Médiations, Paris.
- Deleuze, G. Guattari, F. (1975), L'anti-Œdipe. Les Editions de Minuit, Paris.
- Duesenberry (1962), Income, saving and consumer behavior, Harvard University Press.
- Fontanel, J. (1975), L'entrepreneur et le Plan. L'expérience française 1960-1974.
- Fontanel, J. (1975), Economie de la publicité, Thèse complémentaire, Grenoble.
- Fontanel, J. (1979), Economie, écologie et plurigestion. Editions Entente. Paris
- Galbraith, J.K. (1970), L'ère de l'opulence, Calmann Levy, Paris. ?
- Guillaume, M. (1975), Le capital et son double, PUF. Paris.
- Illich, I. (1973), La convivialité, Le Seuil, Paris.
- Illich, I. (1973), Energie et équité, Le Seuil, Paris.
- Jacob, F. (1970), La logique du vivant, Gallimard, Paris.
- Lacoste, Y. (1976), Géographie du sous-développement, PUF, Paris.
- Marcuse, H. (1955), Eros and civilisation, Beacon Press.
- Marcuse, H. (1968), Editions de Minuit. Paris.
- Marx, K. (1960) Le Capital, Editions Sociales, Paris, 1969.
- Meister, A. (1975), L'inflation créatrice, PUF, Paris/
- ONU (1974), Conférence mondiale de l'alimentation, Centre de la planification ONU.
- ONU (1969), Social policy and the distribution of income in the nations, ONU ? Genève.
- Packard, V. (1958), La persuasion clandestine, Calmann Levy. Paris.
- Packard, V. (1965) Une société sans défense, Calmann Levy. Paris.
- Stoleru, L. (1974), Vaincre la pauvreté dans les pays riches, Flammarion, Paris./
- Terrail, J.P. (1975), Besoins, consommation et occultation des rapports de production, La Pensée, Avril.